



Les révoltes arabes au temps de la transition numérique. Mythes et réalités

Yves Gonzalez-Quijano

► To cite this version:

Yves Gonzalez-Quijano. Les révoltes arabes au temps de la transition numérique. Mythes et réalités . 2011. hal-01283823

HAL Id: hal-01283823

<https://hal.science/hal-01283823>

Preprint submitted on 6 Mar 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les révoltes arabes au temps de la transition numérique

Mythes et réalités

Yves Gonzalez-Quijano
Institut français du Proche-Orient (Damas)
quijano@wanadoo.fr

*I always said, if you want to liberate a society,
just give them the internet.*

Wael Ghoneim,
responsable marketing Moyen-Orient pour la société Google,
cyberdissident administrateur de la page Facebook dédiée à Khaled Saïd,
victime de la police égyptienne en juin 2010.

*I think Facebook was neither necessary nor sufficient for any of
those things to happen...*

Mark Zuckerberg, à propos des événements du printemps arabe, le 25
mai 2011.

Il arrive parfois que les noms soient trompeurs, ou même seulement qu'ils n'aident pas vraiment à la compréhension des choses. C'est bien le cas avec ce qu'on a pris l'habitude d'appeler le « printemps arabe », qui a en réalité commencé en Tunisie dès le mois de décembre 2010 et qui, en Syrie notamment mais aussi au Yémen et peut-être bientôt ailleurs, est loin d'avoir cessé au plus fort de l'été ! Bien entendu, l'expression n'est pas à prendre au pied de la lettre et fait référence à une période historique donnée, celle du « printemps des peuples » de l'année 1848, lorsqu'une série de révolutions secouèrent – et beaucoup moins souvent renversèrent – une cinquantaine de régimes, principalement en Europe mais également ailleurs dans le monde, à commencer par l'Amérique latine. Une telle comparaison, au regard du sort connu par les révolutions européennes du passé, est-elle bienvenue ? Les historiens jugeront un jour de la pertinence d'un tel rapprochement mais l'établir dès à présent, alors que les événements sont loin d'avoir livré toutes leurs leçons, revient à tenir pour avéré deux séries de fait qui méritent pourtant un questionnement plus approfondi : d'abord la nature « révolutionnaire » des soulèvements, une question qui est loin d'être tranchée, y compris dans les deux pays qui ont vu la chute des régimes en place puisqu'en Tunisie comme en Égypte on s'interroge encore sur la nature réelle du pouvoir, en principe transitoire, qui gère la situation actuelle ; ensuite, la similarité des multiples protestations qui touchent pourtant des sociétés géographiquement et plus encore économiquement très diverses, depuis la Tunisie et la Libye au Maghreb jusqu'à la Syrie du Croissant fertile en passant par l'Égypte et ses 80 millions d'habitants, mais aussi par le riche émirat de Bahreïn et le très pauvre Yémen dans la Péninsule arabe... Mais il y a plus car l'expression « printemps arabe » est aujourd'hui consacrée par l'usage alors même que l'idée d'une spécificité régionale semblait totalement passée de mode, et même largement proscrite des discours journalistiques et académiques au profit d'autres découpages tels que le « monde islamique » ou le « Grand Moyen-Orient ». Avec cette dénomination, on semble donc prendre acte du fait que les protestations populaires qui ont en commun bien des traits – le rejet de régimes vieillissants, la nature essentiellement pacifique des mouvements, l'âge des manifestants et leur situation sociale et économique... – sont également réunies par leur localisation dans la zone communément appelée « monde arabe ».

Toutefois les manifestations qui agitent le monde arabe ont également autre point en commun, mais que le nom qu'on leur donne ne mentionne pas, à savoir qu'elles se caractérisent par des modes de mobilisation et d'action qui font une très grande place aux dernières technologies de l'information et de la communication. Cet aspect est même devenu tellement dominant que tout commentaire du « printemps arabe » implique ou presque que le mot « révolution » soit accompagné de qualificatifs

tels que Facebook ou Twitter ! Plus encore que leur arabité en définitive, ce qui semble faire événement c'est le fait que ces « révolutions 2.0 » inaugurerait une ère nouvelle dans laquelle l'usage des réseaux sociaux donne au politique une dimension inédite. Depuis le renversement du président Ben Ali, et plus encore après la chute du régime Moubarak, on ne compte plus les articles qui brodent sur ce thème devenu très à la mode mais qui repose souvent davantage sur quelques images rapides, sur quelques intuitions, que sur des données concrètes. Néanmoins, la convergence d'un tel nombre de commentaires sur cet aspect précis des révoltes arabes ne saurait être totalement ignoré, et on peut même se réjouir de constater, après des années de dénégations condescendantes¹, semblables marques d'intérêt pour les conséquences sociales et politiques de la révolution de l'information dans le monde arabe² ! Il reste qu'il n'y a certainement pas que des avantages à passer aussi brutalement de la *doxa* du désert numérique arabe à la position contraire qui fait désormais du printemps arabe le signe avant-coureur des révolutions du troisième millénaire !

Les limites du cyberactisme arabe

Il n'est pas besoin d'être spécialiste du monde arabe pour constater – sur fond d'un développement bien réel dans l'ensemble de la région des nouvelles technologies de l'information et de la communication – la persistance de disparités très fortes entre différents pays, y compris ceux qui connaissent aujourd'hui d'importants mouvements sociaux. S'il est vrai que le monde arabe a vu le nombre de ses utilisateurs d'internet bondir de 2,5 millions en 2000 à environ 60 millions de nos jours³, les pourcentages varient considérablement d'un pays à un autre, passant de plus de 75 % de la population dans les Émirats arabes unis à seulement 1 % en Somalie ! Une telle variation n'est naturellement pas totalement passée inaperçue et nombre d'analyses tablent sur la nécessité d'une sorte de seuil minimal de diffusion des nouvelles techniques. A l'image des théories très stimulantes d'un démographe tel qu'Emmanuel Todd⁴ qui propose une corrélation entre transition démographique, niveau d'alphabétisation et modernisation, les transformations sociétales et politiques seraient donc également en relation avec un niveau minimal d'« acculturation numérique », niveau précisément atteint par des pays tels que l'Égypte et la Tunisie (respectivement à peu près 33 et 21 % d'utilisateurs d'internet par rapport à l'ensemble des habitants). Utile, un tel correctif n'en reste pas moins fort peu significatif dans le cas yéménite par exemple où, en dépit d'une pénétration très faible des nouvelles technologies (1,6 % d'utilisateurs d'internet) au sein d'une population par ailleurs encore trop peu alphabétisée (environ 50 %), on constate l'importance et l'opiniâtreté de mobilisations qui déclinent, en outre, toute la gamme de la nouvelle syntaxe de la contestation politique numérique (y compris de la part de femmes revêtues du *niqab*, singularité qui n'a pas manqué d'intriguer des observateurs étrangers habitués à considérer que l'usage des technologies numériques s'accompagne presque *nécessairement* des codes comportementaux occidentaux!).

Certains ont donc imaginé de remplacer une lecture un tant soit peu mécaniciste des conséquences de l'essor des nouvelles technologies par une analyse plus qualitative, s'intéressant en particulier aux pratiques relatives à tel ou tel segment du paysage numérique, à commencer par les réseaux sociaux qui seraient la véritable clé des actuels bouleversements politiques. De fait, ces réseaux ont connu, en particulier depuis 2005, une croissance d'autant plus spectaculaire qu'elle a accompagné l'accélération de ce que l'on peut appeler la « transition numérique » (*digital transition*⁵) de la

1 Burkhardt (G. E.) et Older (S.), *The Information Revolution in the Middle east and North Africa*, Rand Foundation, 2003.

2 Gonzalez-Quijano (Y.), « La révolution de l'information aura-t-elle lieu ? Les enjeux des nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le monde arabe », *Politique étrangère*, janvier-mars 2002 (http://www.ifri.org/files/politique_etrangere/PE_1_02_Gonzalez_Quijano.pdf).

3 Internet World Stats, <http://www.internetworldstats.com/stats19.htm>.

4 Todd (E.) et Courbage (Y.), *Le rendez-vous des civilisations*, Le Seuil, 2007.

5 En d'autres termes, la capacité à interagir pleinement avec un environnement entièrement numérique. Voir JISC

plupart des sociétés arabes qui sont en quelque sorte passées sans étape préliminaire ou presque à l'âge du Web 2.0. Dans cette perspective, Facebook, dont les 10 millions d'utilisateurs arabes étaient devenus, à partir de mai 2010, plus nombreux que les lecteurs de la presse quotidienne, a ainsi été très souvent crédité d'un rôle déterminant dans le renversement des régimes en place, en Égypte et peut-être plus encore en Tunisie⁶. Dans ce dernier pays en particulier, les autorités, soucieuses d'exclure de la Toile toute amorce de débat politique, avaient cru bon d'en favoriser la diffusion avant de se rendre compte, mais trop tard pour l'interdire, qu'elle pouvait être également un puissant instrument de socialisation politique... Ce serait pourtant une erreur considérable de réduire le domaine des réseaux sociaux à celui qu'a imaginé Mark Zuckerberg. Dans le champ politique, un site de partage de vidéos tel que YouTube a joué un rôle considérable pour la diffusion de certaines informations dans le cas tunisien et plus encore en Syrie, de même que les micro-messages de Twitter ont contribué au succès des manifestations de rue au Caire. Par ailleurs, les « réseaux sociaux » si souvent mis en avant, peuvent également être très présents sans qu'on puisse observer de retombées politiques, en tout cas au sens strict du terme. Rarement mentionnée, une des applications les plus plébiscitées par la jeunesse arabe reste sans aucun doute le site de réseautage MySpace, principal support de diffusion de la musique plus ou moins alternative (avec, il est vrai, de réelles répercussions politiques lorsque la chanson d'un rappeur tunisien tel que El Général devient le chant de ralliement de toute la jeunesse contestataire du pays).

Les croisements du monde d'internet et de la politique ouvrent-ils nécessairement à plus de liberté ? Telle est bien l'image que dessine une longue tradition philosophique parfois inquiète mais le plus souvent fascinée par les pouvoirs prométhéens de la technique. Une attitude qui, dans le cas du numérique, s'est trouvée renforcée par l'histoire particulière du Réseau des réseaux, né moins dans les laboratoires dans l'armée américaine comme le veut la légende que sur les campus américains de la contre-culture libertaire des années 1970⁷. Cependant, aux réflexions optimistes de prospectivistes qui, tel Howard Rheingold⁸, n'ont pas craint de prédire l'avènement de « communautés virtuelles » organisées en « foules intelligentes » ont succédé des observations plus nuancées sur les usages des technologies de l'information et de la communication par tous les acteurs politique, y compris par conséquent les régimes autoritaires⁹. L'arrivée du « printemps arabe » a même coïncidé dans le temps avec la publication des analyses franchement pessimistes d'un Evgeny Morozov¹⁰ dont les thèses sur les effets pervers de l'extension apparemment illimitée des réseaux numériques sont bien moins contredites qu'il n'y paraît par les faits qui ont eu pour théâtre certains pays du monde arabe. Après l'enthousiasme des premiers instants, c'est en effet une image plus contrastée qui se dégage peu à peu du potentiel libérateur des nouvelles technologies. En Syrie par exemple, on ne peut que constater que le régime, pourtant considéré comme un des plus critiquables de la région sur le plan du contrôle des circulations internet, n'a pas craint en février dernier de redonner aux habitants du pays un accès, qui n'a jamais été remis en question depuis en dépit des mouvements sociaux, à des applications telles que Facebook, Twitter ou encore Skype. Coïncidant avec les premières manifestations, cette décision peut être interprétée non pas comme la marque d'une soudaine sollicitude du pouvoir syrien pour le confort des internautes du pays, mais au contraire comme la conséquence d'une stratégie visant à mieux contrôler la contestation en lui offrant un espace d'expression sur des réseaux étroitement surveillés¹¹. De la même manière, les

(Joint Information Systems Committee) Google generation: Information behavior of the researcher of the future (http://www.jisc.ac.uk/media/documents/programmes/reppres/gg_final_keynote_11012008.pdf).

6 Malin (C.), *Facebook Arabic Rising*, <http://www.spotonpr.com/facebook-arabic-uprising/>. Voir également l'infographie proposée par Epelboin (F.) pour l'exemple tunisien : <http://www.fhimt.com/2011/04/24/infographie-facebook-la-tunisie-et-la-revolution/>

7 Cardon (D.), *La démocratie internet. Promesses et limites*, Le Seuil, 2010.

8 Rheingold (H.), *The Virtual Community. Homesteading on the Electronic frontier*, 1993 et *Smart Mobs: the Next Social Revolution*, Basic Books, 2002.

9 Kalathil (S.) et Boas (T.), *Open Networks, Closed Regimes*, Carnegie Endowment for International Peace, 2003.

10 Morozov (E.), *The Net Delusion: the Dark Side of Internet Freedom*, PublicAffaires, 2011.

11 Arab Crunch, (*Warning*) Syrian's Secret Police Main Suspect Behind Man-In-The-Middle Attack against Facebook Users in Syria, 16 mai 2011 (<http://arabcrunch.com/2011/05/warning-syrians-secret-police-main-suspect-behind->

éloges appuyés de l'actuelle Secrétaire d'État des USA appelant, exactement au même moment, à une liberté totale des communications sur internet peuvent être entendus comme la manifestation d'une « diplomatie publique 2.0 » usant, à travers les réseaux sociaux et en définitive sur la manipulation de l'opinion *via* internet, de stratégies d'influences adaptées aux données communicationnelles d'aujourd'hui¹². Une interrogation confortée par les révélations, parfois tardives, sur le rôle joué dans les événements par certaines grandes sociétés américaines de l'économie numérique qui ont choisi de rompre avec la traditionnelle neutralité du *business as usual* pour soutenir les militants égyptiens contre le régime du président Moubarak, notamment en renforçant leur anonymat contre la cyberpolice égyptienne ou en leur procurant, grâce à une coopération entre Google et Twitter, une infrastructure de communication parallèle après la fermeture des canaux réguliers¹³.

Les réseaux sociaux, tout de même...

Tout n'est donc pas « net » sur le Net, et il est à craindre qu'on assiste durant les années à venir aux progrès d'une gestion spécialisée de la communication politique sur internet en même temps que la disparition progressive de nombre des principes sur lesquels le réseau mondial a pourtant été établi, à commencer par sa neutralité, avec une liberté totale des flux et l'égalité de tous par rapport aux circulations, et par l'absence de filtrage ou d'archives permettant la surveillance des utilisateurs... Sous cet angle, il est vrai que le « printemps arabe » offre certaines leçons mais elles sont assez amères dans la mesure où il apparaît bien qu'un régime autoritaire comme celui de la Syrie par exemple a su très rapidement tirer les leçons des erreurs commises par les services de répression en Tunisie ou en Egypte : plutôt que de fermer totalement le réseau, il limite au maximum les connexions rendant impossible pour la plupart des utilisateurs de visionner la moindre image et *a fortiori* de la mettre en ligne ; plutôt que d'interdire les applications « dangereuses », il mobilise « l'armée électronique » de ses propres fidèles pour qu'ils interviennent sur le réseau et défendent son point de vue, sans se refuser le droit de piéger des opposants imprudents... Au-delà de l'actualité récente, c'est en vérité toute l'histoire de l'activisme politique arabe (mais pas seulement) sur internet qui montre que les espaces de liberté ouverts par les avancées techniques et immédiatement exploités par les « souris » militantes sont rapidement et inexorablement refermés par les « chats » des services de répression spécialisés (dont on observe d'ailleurs la création au fur et à mesure des besoins, c'est-à-dire lorsqu'un pouvoir donné prend conscience des nouvelles menaces contre sa stabilité). Tout au long de la dernière décennie, on voit ainsi, d'un bout à l'autre du monde arabe, l'évolution de la répression policière qui se concentre durant les toutes premières années du Web sur les sites dont l'accès est ainsi rendu aussi difficile que possible, puis sur les blogs *via* leurs auteurs pourchassés sans pitié, et désormais sur les réseaux sociaux qui peuvent être tantôt interdits, tantôt utilisés pour recueillir des données sur les militants contestataires. Néanmoins, les multiples techniques de contrôle voire de répression peuvent progresser sans cesse, elles gardent par définition un temps de retard par rapport aux innovations dont les militants sont prompts à se saisir, et cela quelles que soient leurs opinions, leurs idéologies. On peut considérer ainsi que la chute des régimes tunisien et égyptien correspond à une sorte de « fenêtre de possibilité » durant laquelle la contestation, par la nouveauté de ses formes de mobilisation, a pu l'emporter. Cependant, et de façon beaucoup plus décisive, les récents développements sont la conséquence de l'essor d'une véritable « culture du Web » appelée à toujours plus s'étendre au sein de la jeunesse arabe. Habituee aux techniques numériques, cette jeunesse a pris l'habitude de naviguer sur les réseaux, d'y rechercher des réponses à ses questions, d'échanger avec d'autres internautes pour trouver une solution à ses problèmes. D'une certaine manière, internet, à travers ses multiples applications, n'est

man-in-the-middle-attack-against-facebook-users-in-syria.html).

12 Huyghe (F.-B.), *Nouvelle diplomatie publique. De la guerre froide au Web 2.0*, 26 avril 2011 (http://www.huyghe.fr/actu_913.htm).

13 Gonzalez-Quijano(Y.), « Don't be evil! Révolutions virtuelles sur un net pas très net », *Culture et politique arabes*, 18 avril 2011 (<http://cpa.hypotheses.org/2626>).

plus seulement un « lieu » où elle peut trouver des informations, éventuellement politiques, c'est en réalité bien plus que cela car c'est en fait *le lieu* du politique, celui où, souvent faute d'autre espace, de possibilités plus matérielles d'échanges, se construit malgré tout un espace public de substitution.

Cet espace de flux immatériels, il va de soi qu'il n'est guère possible pour les régimes en place de seulement espérer en contrôler la circulation. Outre les réalités financières et administratives qui rendent difficiles toute fermeture prolongée du réseau (en Egypte, les pertes ont été évaluées, quotidiennement, à 18 millions de dollars¹⁴), la véritable difficulté aujourd'hui consiste à supprimer non pas une parole politique mais en réalité *toute* parole. C'est le principe même de la discussion, de la consultation qui est lourd de conséquences et, en ce sens, interdire l'accès à la Toile n'a plus guère de sens. Certes, parmi les arguments développés pour mettre en évidence le rôle limité joué par les cyberactivistes arabes, on a ainsi pu mettre en avant le fait que les autorités tunisiennes et égyptiennes ont choisi, à un certain moment, de fermer quasiment totalement les réseaux de communication sans que le cours des choses en ait été modifié. Mais à l'inverse, on constate que d'autres régimes, en Libye, au Yémen à Bahreïn, en Syrie..., ont pris la même décision, avec apparemment de meilleurs résultats pour leur longévité ! Bien sûr, faire des réseaux sociaux l'alpha et l'oméga des luttes politiques en parlant par exemple de « révolution Facebook », c'est tout de même confondre les moyens et les fins et surtout prêter à ce qui n'est qu'un support de communication des pouvoirs qu'il n'a pas, même en considérant que l'expression n'a qu'une valeur métaphorique, et qu'elle vise davantage à signaler l'existence d'un climat général voire même d'une certaine mobilisation populaire, rendue possible par les nouveaux médias. À tout prendre, mieux vaut alors reconnaître une influence tout aussi déterminante, voire davantage, à d'autres médias, à commencer par la télévision. La plupart des témoignages à propos des événements qui ont marqué l'actualité récente du monde arabe insistent d'ailleurs sur le rôle considérable joué par les chaînes satellitaires de la région, et surtout par Al-Jazeera. Par sa couverture des événements de plus en plus ouvertement engagée auprès des mouvements de contestation (à l'exception de Bahreïn, pour des raisons de voisinage géographique et politique), on peut certainement imaginer qu'avec son public réunissant régulièrement plusieurs dizaines de millions d'auditeurs la plus célèbre des chaînes arabes a apporté aux révoltes populaires arabes une contribution largement plus décisive que celle des réseaux sociaux sur internet. Ceux-ci, dans le meilleurs des cas, ne réunissent que quelques centaines de milliers d'utilisateurs, en général recrutés dans des catégories sociales plutôt favorisées et en théorie moins sensibles que le reste de la population aux appels au changement politique.

Sauf qu'il n'est pas forcément pertinent d'opposer dos-à-dos flux internet et ondes satellitaires. Au contraire, la dynamique des mouvements de mobilisation est probablement mieux perçue si on interprète les variations de l'opinion en les plaçant au sein d'un paysage médiatique totalement reconstruit depuis la révolution des transmissions numériques à la fin du xx^e siècle. Cela a commencé par le lancement de quotidiens panarabes (*Al-Hayat*, *Al-Sharq al-Awsat*) dans les années 1980, puis s'est prolongé avec la création des chaînes satellitaires telles que la MBC (Middle East Broadcasting Centre) dès le début des années 1990 (elles sont désormais plusieurs centaines) et la dernière vague, à ce jour, d'innovations est venue durant la décennie suivante avec la création d'innombrables sites d'information en ligne, eux-même relayés, grâce au développement du Web 2.0, par les blogs et désormais les réseaux sociaux. Un nouvel « écosystème médiatique » arabe s'est ainsi mis en place durant le dernier quart de siècle, et c'est l'existence de ce contexte de réception, tous canaux médiatiques confondus, qui a permis la constitution du « grand récit collectif » du printemps arabe. Malgré tout, on pourrait arguer du fait que les réseaux sociaux et les autres nouveaux canaux de communication de ce type sont essentiellement plébiscités par la génération des « natifs du numérique » (*digital natives*). Dans cette région du monde où la jeunesse est particulièrement nombreuse (l'âge médian y est d'environ 21 ans, contre 37,7 en Europe par exemple), ce sont bien les enfants du baby boom arabe des années 1980 qui, arrivés à l'âge adulte, fournissent à présent les gros bataillons de la révolte arabe. Si leur paysage mental en général, et

14 Radsch (C.), « Assessing the economic impact of the egyptian uprising », *Mediterranean Politics*, n° 13, summer 2011.

leur imaginaire politique en particulier, est bien le fruit des transformations sociales et politiques des dernières décennies – avec la mise en échec des métarécits¹⁵ proposés par l'utopie nationaliste ou islamiste –, il n'en reste pas moins que leur répertoire d'action est très largement inédit (et c'est d'ailleurs une des raisons de son succès face à des appareils de répression qui n'avaient pas encore, littéralement parlant, mis à jour leurs logiciels). En ce sens, il n'est certainement pas faux d'affirmer que le Réseau des réseaux, avec ses modalités d'expression particulièrement souples et très « libérées » du formalisme linguistique des générations antérieures, est devenu, sans conteste, le lieu où s'élabore « l'esprit de l'époque », y compris dans sa dimension protestataire... Le dynamisme de la Toile arabe en témoigne abondamment, tant elle est devenue, à travers ses réseaux, ses sites et ses salons de discussion, le principal laboratoire d'une jeune création qui s'invente une modernité hybride et décomplexée¹⁶.

Pour apprécier le rôle qu'elles ont pu jouer dans les bouleversements politiques, il faut en définitive se dégager d'une conception étroitement instrumentales des nouvelles technologies de l'information et de la communication et s'efforcer d'adopter une approche que l'on peut qualifier de « comportementale¹⁷ ». A l'image des théories développementalistes de naguère, la plupart des analyses se cantonnent à une conception des nouveaux médias en termes d'impact : après être restées aveugles aux transformations en cours, au prétexte que les données quantitatives n'étaient pas suffisantes, elles prétendent aujourd'hui renouveler à propos des technologies numériques les fausses prédictions de naguère, quand le développement des médias de masse, à commencer par la télévision, devait suffire à lui seul à moderniser les sujets (forcément passifs) des sociétés traditionnelles... Au contraire, il faut aller au-delà des seuls chiffres et des seules statistiques¹⁸ afin de se montrer attentif à la capacité des acteurs à intégrer les ressources des nouvelles techniques, y compris en les reformulant en fonction de leurs propres besoins (par exemple en faisant d'un réseau social étudiant tel que Facebook un outil de mobilisation politique, tout comme une micro-messagerie de type Twitter peut se transformer en arme de lutte urbaine). Si une leçon peut être tirée des événements actuels dans la région, c'est bien celle de l'appropriation de ces nouvelles technologies par une jeunesse arabe qui a effectué sa « transition numérique ». Bien entendu, les nouvelles technologies de l'information et de la communication ne « font » pas – en tout cas pas à elles-seules – les révolutions. En revanche, et à l'image des révolutions européennes d'autrefois qui se sont nourries de la nouvelle culture imprimée en général et des thèses des philosophes des Lumières, il apparaît bien que le printemps arabe a fleuri sur le terreau fertile de la nouvelle culture numérique¹⁹.

15 Lyotard (J.-F.), *La condition postmoderne. Rapport sur le savoir*, Minuit, 1979.

16 Hammond (A.), *Popular Culture in the Arab World: Arts, Politics and the Media*, American University of Cairo, 2007 et Sabry (T.), *Cultural Encounters in the Arab World. On Media, the Modern and the Everyday*, Tauris, 2010.

17 Clay (Sh.), « The Political Power of Social Media », *Foreign Affairs*, janvier-février 2011, http://www.gpia.info/files/u1392/Shirky_Political_Power_of_Social_Media.pdf.

18 Anderson (J.), Producers and Middle East Internet technology: Getting beyond "impacts", *The Middle East Journal*, 54/3, 2000.

19 Gonzalez-Quijano (Y.), « Túnez, El Cairo: la revolución árabe y sus orígenes digitales », *AWRAQ. Revista de análisis y pensamiento sobre el mundo árabe e islámico contemporáneo*, n° 3. Nueva época. 1.er semestre de 2011. Pp. 87-96